

Lutte des classes

TRIBUNE FRANÇAISE DE WORKERS INTERNATIONAL (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE)

N° 20

24 FEVRIER 2014

luttendesclasses@live.fr

CONTRE LES PROJETS BOURGEOIS AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES

Pour un programme ouvrier !

A peine un mois nous sépare des élections municipales. L'organe combattant de la bourgeoisie dite « évoluée », *Le Monde*, donne un tableau général des programmes et des préoccupations (le 4 février 2014) qui agitent les partis à cette occasion. Ce journal établit, du « ras-le-bol fiscal à la sécurité, les thèmes qui ont catalysé les tensions... » et occupent la place centrale de ces programmes. Ils se trouvent à l'avant-scène des préoccupations. Il importe de dire toute de suite que cela offre une image lamentable de ces élections. De quoi s'agit-il ?

C'est avec un empressement non dissimulé que ce journal met à la première place l'engagement unanime des partis politiques pour la limitation des impôts. En citant la promesse d'un candidat de l'UMP qui ne prévoit aucune « augmentation d'impôts pendant les six années du mandat », il signale cette même volonté « presque mot pour mot chez tous les candidats des villes de 100.000 habitants ». Puis, il note avec satisfaction que ce thème « ...est au cœur de la campagne et sera déterminant dans les urnes ».

Sur le programme bourgeois de la fiscalité

Nous avons eu déjà l'occasion d'indiquer que l'allègement de la fiscalité, c'est-à-dire la modération des impôts et, à plus forte raison, leur diminution, est un objectif typiquement bourgeois. Cette revendication, particulièrement à l'heure actuelle, vise à réduire les charges de la bourgeoisie, un acte qui augmente automatiquement celles des travailleurs. Concrètement, les impôts couvrent (devraient couvrir) les dépenses sociales diverses. Leur allègement aboutit directement à la diminution des sommes disponibles pour la Sécurité sociale et pour d'autres frais sociaux et culturels. Ceux qui revendiquent moins d'impôts arrivent en réalité, qu'ils le veuillent ou non, à l'épuisement et au tarissement de la source des dépenses sociales. C'est le but de la bourgeoisie. Car il y a une contradiction absolue et irréconciliable entre la diminution d'impôts et le maintien des dépenses sociales et culturelles.

Les partis qui se réclament des travailleurs, le Front de Gauche en particulier, non seulement ne devraient pas tomber dans ce piège de « fiscalité allégée », - comme parfois il en montre la tentation - mais devraient dénoncer vigoureusement cette volonté de la bourgeoisie et de ses serviteurs « socialistes ». Ils se servent de cette revendication comme une manière détournée de combattre pour la diminution des dépenses sociales.

Si l'on veut rester dans le domaine de la fiscalité, un domaine néanmoins secondaire, le vrai problème n'est pas sa grandeur en général. Le niveau des impôts directs ne compte pas réellement à côté de l'absence d'un véritable système d'impôts progressifs, la modulation de leur niveau conforme à celui des revenus. C'est cela le vrai problème. Parallèlement, la proportion anormalement élevée des impôts indirects (TVA, etc.), qui frappent surtout la masse des travailleurs et épargnent les capitalistes, complète l'image volontairement obscurcie de ce système.

Une autre fausse route, la lutte contre l'insécurité

À côté de cette revendication bourgeoise de « moins d'impôts », le journal désigne l'autre grand thème des élections : « la lutte contre l'insécurité ». Or celle-ci est soulevée et présentée, elle aussi, uniquement sous l'angle de sa signification bourgeoise, à savoir l'insécurité des biens. Par conséquent, et d'après le journal, les promesses des candidats sont centrées sur le renforcement de la police, l'interdiction de la mendicité et la multiplication des caméras de surveillance. Autrement dit, la prétendue lutte contre l'insécurité consiste en une série de mesures répressives.

Si les bourgeois savaient déjà au XIX^{ème} siècle que c'est la misère qui engendre la criminalité, leurs héritiers d'aujourd'hui tourment le dos délibérément à l'examen de ses causes et encore plus aux tâches d'extirper les racines de ce mal. La prolifération de la pauvreté et ses raisons dépassent très largement l'horizon des politiciens bourgeois et celui de leurs serviteurs. D'autant plus que ce sont eux qui en sont les responsables. Sans parler du fait évident que cette façon de concevoir l'insécurité du point de vue des propriétaires bourgeois permet de passer sous silence l'insécurité des masses, en premier

lieu l'insécurité du travail.

Vu l'étendue monstrueuse du chômage, celui-ci apparaît aussi parmi les préoccupations de ces candidats, car ils sont bien obligés de mentionner leur opposition à cette calamité. Mais dans ce domaine il n'y a point de grands projets ou engagements concrets. L'absence de tout élan novateur sur ce plan fait un contraste singulier avec la richesse d'inventions concernant le refus de l'impôt. S'il y a peu de candidats qui daignent en parler, ceux-ci se cantonnent à répéter quelques anciennes promesses de « créer des emplois » (!) mais jamais, au grand jamais, ils n'ont rien à présenter pour arrêter le chômage. L'insécurité du travail est tout bonnement radiée de leur liste des insécurités.

Dans ces conditions, où les divers partis rivalisent entre eux sur le terrain des revendications bourgeoises, il est vraiment nécessaire de reprendre ici le programme ouvrier déjà esquissé dans les pages de ce journal.

Pour une lutte résolue contre le chômage

Hollande, comme ses collègues du monde entier, ne cesse de faire semblant de vouloir arrêter l'extension irrésistible du chômage de masse. Or, rien à faire. Même leurs efforts réactionnaires pour transformer les chômeurs effectifs en chômeurs cachés ou latents (« travailleurs » précaires) sont impuissants à le diminuer. Ils ne font « que » détériorer ou mutiler encore plus le droit au travail déjà mortellement atteint. Il est clair pour tout le monde que le problème le plus important, pour les travailleurs, est le chômage ainsi que les attaques contre le droit au travail menées frauduleusement comme des « plans anti-chômage ». La lutte contre ces fléaux doit être donc au premier plan de tous les partis qui se réclament des travailleurs, au lieu de faire la surenchère des programmes bourgeois. Dernièrement, le sort scandaleux de l'entreprise de transport Mory-Ducros devrait les rappeler à cette réalité.

Des prétendues « négociations » ont scellé le sort de cette entreprise. Selon « l'accord » entre les négociateurs - en réalité, un diktat impitoyable du capitaliste reprenant uni à l'Etat entremetteur - on pourra « garder 2210 salariés sur les 5000 du transporteur et conserver 50 agences sur 85 ». (Le Monde, 1 février 2014) Le journal annonce triomphalement que Mory-Ducros est « sauvé au prix de 2800 licenciements ». C'est le même cynisme effarant des liquidateurs que l'on a vu déjà au sujet de la Grèce par exemple, saccagée par plusieurs plans de « sauvetage » !

De jour en jour, le capitalisme confirme qu'il est incapable de résoudre les difficultés dans lesquelles son système entraîne l'humanité toute entière. Pire, il démontre chaque jour qu'il utilise sa crise avec une impudence consommée pour se sauver sur le dos des travailleurs. Les demandes adressées aux services d'Etat, y compris le

gouvernement, laissent visiblement insensibles ces derniers. Même les enfants savent cette vérité. Les protestations contre les mesures diverses qui multiplient le chômage sont aussi « efficaces » que la fumée d'encens contre le diable... Tout le monde sait et voit aussi que le remue-ménage du ministre Montebourg pour « sauver » les entreprises effondrées n'est que piteries d'un bouffon de cour pour masquer ses services d'entremetteur qui fait passer la propriété d'usines des mains d'un capitaliste dans celles d'un autre, au prix d'une masse de nouveaux chômeurs ! Les méthodes anciennes de lutte contre tout cela sont définitivement épuisées, comme le système lui-même. Il faut changer ces armes périmées pour sauver effectivement les travailleurs d'une déchéance menaçante.

Pour le Contrôle Ouvrier sur la production !

Il est donc nécessaire de répéter encore dans ce numéro de notre journal qu'il faut rendre impossible à la bourgeoisie et au gouvernement de disposer à leur guise de ces instruments de travail que sont les entreprises. C'est aux travailleurs de ces instruments de travail de se prononcer sur leur sort ! Il n'y a qu'une seule solution efficace pour contrer le chômage massif et son développement sinistre. C'est l'organisation et la mise en place du Contrôle Ouvrier sur la production, en le commençant là où le sort d'une entreprise est concrètement mis en question. C'est le but que l'on doit fixer pour arrêter vraiment le chômage ainsi que les attaques répétées contre le droit au travail et les salaires, - à la place des lamentations et des protestations. Il devrait être inscrit en premier dans le programme du parti luttant pour les travailleurs et opposé résolument aux objectifs bourgeois de tous les autres partis lors des élections municipales.

Il va de soi que ce programme réellement ouvrier et seul efficace contre le chômage pourrait (et devrait) être associé aux autres revendications des travailleurs, telles que l'examen indépendant et public de l'endettement où les municipalités sont directement concernées. On ne peut que s'étonner de l'absence de cette revendication légitime ainsi que de celle du droit de vote des étrangers, déjà maintes fois évoqué et chaque fois abandonné.

Si une formation politique qui lutte pour les intérêts des travailleurs, comme le Front de Gauche ou sa composante le Parti de Gauche, se laisse entraîner, lors des élections municipales, dans une compétition électorale avec les autres partis sur le terrain des revendications bourgeoises de ceux-ci, elle va tout droit vers un échec cuisant. Seul son engagement résolu pour un programme ouvrier authentique pourra la libérer d'un isolement relatif et lui ouvrir la voie d'un développement ultérieur nécessaire.

Balazs Nagy

« Qu'emporte le CAC 40 au paradis? »

MEDIAPART du 14 février révèle l'étude de la revue jésuite *Projet* et des ONG que 1500 filiales des 40 les plus grandes entreprises françaises détiennent au moins 1500 filiales dans les paradis fiscaux. LVMH, BNP et Kering (ex-PPR) arrivent en tête.

« On en dénombre pas moins de 1548, et encore ce chiffre est-il nécessairement sous-évalué, les entreprises n'étant pas obligées de dévoiler publiquement toutes leurs implantations dans ces contrées tellement utiles pour payer moins d'impôts ».

« Car 23 membres du CAC 40 ne publient pas la liste complète de leurs possessions: France Télécom annonce 400 entités, mais n'en liste que 32. Danone publie les noms de seulement 99 entités sur 252, Le-grand en annonce 157 mais n'en détaille que 34, Vivendi en publie 57 sur 690 et Veolia Environnement 106 sur... 2728! Et EADS, GDF Suez et France Télécom, trois sociétés où l'Etat possède une participation, jouent aussi à ce jeu de cache-cache. »

« A quoi peuvent donc servir ces filiales?, demande le journaliste. « Bien souvent, à réduire au minimum les impôts acquittés par les entreprises françaises, en fai-

sant circuler profits et pertes de façon bien pensée. *Projet* rappelle l'évidence:

« Des filiales aux îles Caïmans, au Luxembourg ou en Irlande présenteront des résultats fortement excédentaires, alors que les bureaux y seront peu peuplés, voire inexistantes. L'on s'arrange en revanche pour que la filiale française ou indienne, plus fortement imposée, évite d'afficher des bénéfices trop élevés. »

Les ONG ayant travaillé sur le sujet reconnaissent que l'inventaire méticuleux qu'elle établissent ne suffit pas « à mesurer le degré de civisme fiscal des entreprises multinationales » et qu'il existe de réelles raisons pour s'implanter dans ces pays:

« Pour lever tout soupçon, il revient à ces dernières de démontrer qu'elles ne délocalisent pas artificiellement leurs profits sous des cieux moins taxés en publiant la répartition mondiale pays par pays de leurs salariés, chiffre d'affaires, bénéfices et impôts payés ».

Compte tenu de la législation européenne qui empêche la « transparence pays par pays », « rien ne risque de se passer avant longtemps ». Réponse à la question ci-dessus: Le capital emporte au paradis la grenade, en jetant sur terre son écorce. ■

Billet

Où es-tu, Balzac?

On nous dit que la France est un grand pays. C'est quoi, grand ? La Centrafrique est plus étendue, le Pakistan est plus peuplé, l'Arabie saoudite est plus riche. Pourtant, on ne songe pas à eux en disant « grand ». Un grand pays est celui qui a son Balzac. Or, nous n'en avons pas depuis un bon moment. Avec l'affaire de Comité de forge, à savoir l'UIMM (Union des industries et des métiers de la Métallurgie), condamné très modérément pour une corruption gigantesque des journalistes et de syndicalistes, il aurait fait un chef d'œuvre, un vrai roman à partir des faits réels, sans rien inventer.

Nos lecteurs ont pu suivre cette affaire. Voici le jugement définitif prononcé le 10 février et relaté par *Le Monde* du 12 février :

« Une double condamnation a été prononcée, lundi 10 février, par le tribunal correctionnel de Paris, à l'encontre de Denis Gautier-Sauvagnac. Reconnu coupable d'abus de confiance et de travail dissimulé, l'ancien délégué général de la fédération patronale de la métallurgie (UIMM) s'est vu infliger une peine de trois ans d'emprisonnement dont un an ferme et 375 000 euros d'amende, qui va au-delà des réquisitions. Le tribunal considère que le principal prévenu de l'affaire de l'UIMM a joué un rôle central dans le fonctionnement d'un système occulte de distribution d'importants fonds en espèces alors même qu'il disposait de tous les pouvoirs pour mettre un terme à ces pratiques frauduleuses. »

Mr Gautier-Sauvagnac a sorti 15 millions d'euros en espèces entre 2000 et 2007, pour corrompre les syndicalistes de tous les syndicats représentatifs - « c'était une sorte d'abonnement », déclara-t-il - ce qui représente tout de même moins que ce que le sénateur Serge Dassault a sorti en un an pour se payer une circonscription.

« A l'ouverture de l'audience, en octobre 2013, l'ex-patron de l'UIMM s'en était tenu à la stratégie de silence qui avait été la sienne pendant l'instruction concernant les bénéficiaires de cette manne. " Si je me suis abstenu et si je continue à m'abstenir, c'est pour ne pas impliquer dans cette affaire des organisations qui participent à notre vie sociale, avec le désordre qui en découlerait, avait-il alors indiqué. Donner des noms, alors que pendant quinze ans j'ai travaillé à la paix sociale de notre pays, noué des relations de confiance avec des interlocuteurs de tous bords, ne serait conforme ni à mes traditions ni à mes valeurs... »

Bref, l'argent a servi à « fluidifier les relations sociales ». Plutôt pendant quinze que durant sept années retenues par le tribunal. On connaît sa fameuse phrase « je ne suis pas délateur », pour laquelle les juges étaient obligés de remarquer que le mot vient plutôt du milieu que de celui des « gens de bien », auxquels appartiennent les dirigeants de l'UIMM. En raison du refus de Gautier-Sauvagnac de dévoiler le moindre détail ou le moindre nom, les juges ont compris que le monsieur du patronat le plus puissant en France se payait leur tête, et ils ont augmenté la sentence : au lieu de deux ans avec sursis et l'amende financière, ce sera trois ans dont un an d'emprisonnement ferme plus l'amende. D'autres dirigeants de l'UIMM sont également condamnés aux amendes.

Et si monsieur Balzac avait été par miracle dans la salle d'audience comme journaliste-écrivain, il n'aurait pas manqué de soupir de désenchantement : ce n'est pas la victoire des travailleurs contre le patronat et leurs propres dirigeants syndicaux corrompus, mais la victoire d'une poignée de juges bourgeois honnêtes et intègres, dans les limites que la société capitaliste leur octroie.

Pourtant, ce brin d'amertume serait vite comblé par une joie immense : le maître Le Borgne s'avère non seulement un défenseur des riches à toute épreuve, un personnage haut en couleur, dont le romancier aurait fait ses choux gras, et dont le cynisme atteint les cimes d'une philosophie de classe franche et limpide:

" La réalité, c'est qu'avec cette affaire, on a froissé le mythe selon lequel les syndicats doivent être dans l'opposition au patronat. Et qu'ils ne sauraient reconnaître qu'ils existent grâce au fric des patrons, alors qu'on sait que la France est sous-syndiquée et que les organisations syndicales ne peuvent assurer plus de 20 % de leur budget ! Voilà la situation et voilà la raison pour laquelle il faut se méfier de la transparence. "

Sur le coup, même Marx n'aurait pu s'abstenir d'applaudir: un ennemi franc et déclaré vaut toujours mieux qu'un faux ami socialiste.

Radoslav PAVLOVIC

DANS TOUTES LES REGIONS DE L'EX YUGOSLAVIE

Les travailleurs lèvent la tête

Après d'innombrables grèves en Croatie, locales et pour la plupart défaites, après les manifestations imposantes en Slovénie l'automne dernier contre l'austérité, la révolte des travailleurs et des jeunes des villes bosniaques – faisant l'exploit de s'élever au-dessus des barrières nationalistes où on les a enfermés pendant vingt ans - donne un signal d'encouragement extraordinaire, immédiatement ressenti en Serbie, Macédoine, Monténégro... Vingt ans après la sanglante dislocation de la fédération yougoslave, les travailleurs et jeunes, soumis à un chômage frisant la moitié de la population active, ont compris que la « démocratie » n'était pas autre chose que le masque d'une gigantesque arnaque. La propriété publique des moyens de production, d'échange, de transport, de logement est reconvertie en propriété de la pire espèce capitaliste, issue de la bureaucratie et devenue le centre névralgique des réseaux mafieux. Ah, qu'elles sont belles les théories fumistes sur la « double nature de la bureaucratie »!

Le nationalisme est devenu le moyen le plus court pour devenir anticommuniste de choc, l'ancienne police politique « communiste » s'est avérée être le nid des fascistes. Tout ceci sous la bénédiction des temples catholiques, orthodoxes et musulmans. Leurs Etats respectifs sont devenus des Etats-bananes, pourries de surcroît.

En vingt ans, cependant, une nouvelle génération a grandi. Les illusions de toute sorte tombent au jour le jour. Tuzla, la ville multiethnique qui ne s'est jamais laissée diviser par le nationalisme, ville des ouvriers et des mineurs, ville lumière pendant la guerre, a donné le sifflet de départ, comme cela lui revenait par le droit d'honneur. La remontée ouvrière n'est qu'à son début, elle aura mille et un pièges politiques à éviter, mais sa force est telle qu'il faut répandre du sang pour l'arrêter. En tout cas, ce ne sont pas les pouvoirs politico-mafieux hais par la population qui pourront le faire avec quelques unités des CRS. Les gouvernements locaux tombent comme un château de cartes. Le gouvernement central ne tient que par les clauses de Dayton.

Le piège le plus grave vient de l'isolement dans le cadre des entités nationales étriquées. Les grandes puissances - USA, Russie, Europe - ont été les complices des guerres yougoslaves et ont codifié les déchirures territoriales criminelles. Les travailleurs de cette région ont tout autant besoin de l'aide du mouvement ouvrier international, que les travailleurs grecs ou portugais. La secousse ukrainienne montre que l'Europe est un seul bateau soumis à la furie des éléments déchainés. Contrairement à ce que pense la petite bourgeoisie qui ne demande qu'à se faire peur, l'initiative est à la classe ouvrière.

ONDES DE CHOC DE LA REVOLTE BOSNIAQUE

SKOPJE: Violence policière contre la manifestation ouvrière

Au cours de la manifestation à Skopje, qui a réuni 700 ouvriers des usines sous liquidation judiciaire de huit villes macédonienne, l'accrochage entre les manifestants et la police a fait quatre blessés. « C'est insupportable. Kumanovo a été une ville industrielle à l'époque de la Yougoslavie, maintenant pas une seule usine n'est en marche », décrivent les ouvriers qui sont venus exprimer leur mécontentement dans la capitale de la Macédoine. (19 février 2014)

MONTENEGRO. Le 15 février à Podgorica quelques trois cents manifestants, jeunes rassemblés avec Facebook, se sont affrontés à la police en exigeant la démission du gouvernement et la déchéance des députés. Ils ont exprimé explicitement leur solidarité avec la révolte bosniaque.

SERBIE. A la veille des élections législatives anticipées fixées au 15 mars, les ouvriers protestent en peu partout en Serbie, réclament des mois et des mois de salaires impayés, la sécurité sociale suspendue par l'insolvabilité des entreprises, le paiement des indemnités de licenciements. Les syndicats, nombreux, dont certains commencent à se regrouper, calculent que le moment est venu pour durcir le ton. Tout le monde a en tête l'exemple bosniaque. Le chef des Démocrates, qui voudraient reprendre le pouvoir à l'extrême droite au pouvoir, menace par l'exemple bosniaque et ukrainien. Il y a une forte chance qu'ils soient balayés en même temps.

CROATIE. Une grève générale est en train de se préparer en signe de solidarité avec deux entreprises de Zagreb, dont les ouvriers ne sont pas payés depuis 25 mois !

REPUBLIKA SERBSKA. A Bania Luka les anciens combattants menacent le pouvoir de Dodik par des manifestations imposantes. Non en tant que nationalistes, mais en tant que dindons de la farce nationaliste, chômeurs abandonnés à eux-mêmes, alors que les profiteurs de guerre se sont enrichis. Dans la fédération bosniaque, également, les associations des anciens combattants, réduits à la débrouille individuelle, sont la troisième composante des manifestations, à côté des ouvriers et des jeunes. En Croatie ils crient aussi leur colère. Les drapeaux d'extrême droite qui y cherchent à s'implanter ne doivent pas cacher leur colère sociale. Si le mouvement ouvrier ne les gagne pas en tant qu'alliés, ses ennemis s'en serviront contre lui. Le mouvement ouvrier italien après la première guerre mondiale a payé très cher l'abandon de ses frères des tranchés, devenus déclassés : c'est Mussolini qui les a récupérés.

Proclamation des ouvriers et des citoyens du canton de Tuzla après la révolte citoyenne

Aujourd'hui à Tuzla un nouvel avenir se fait ! Le gouvernement a démissionné, la première revendication des manifestations est réalisée et les conditions sont mises en place pour traiter les problèmes existants.

La haine et les fureurs accumulées sont la cause des violences. L'attitude du pouvoir a provoqué l'escalade de haine et de fureur. Maintenant, dans la nouvelle situation, nous voulons diriger la haine et la fureur vers la construction d'un système de pouvoir productif et utile.

Nous invitons tous les citoyens à soutenir la réalisation des revendications suivantes :

- 1) Le maintien de l'ordre public par la collaboration entre les citoyens, la police et la défense civile, afin d'éviter la criminalisation, la politisation et toute manipulation des rassemblements de protestation.
- 2) L'instauration d'un gouvernement technique, composé des membres qualifiés, sans appartenance à un parti, non compromis, qui n'ont jamais exercé aucun mandat à un niveau quelconque du pouvoir, et qui pourraient diriger le gouvernement cantonal jusqu'aux élections en 2014. Ce gouvernement doit fournir chaque semaine les plans et les rapports de travail et de réalisation des objectifs. Tous les citoyens intéressés peuvent suivre son activité.
- 3) L'examen suivant la procédure d'urgence de la régularité de la privatisation des entreprises suivantes : « Dita », « Polihem », « Gumara » et « Konjuh », ceci en vue de :

- Relier les périodes de travail et assurer la protection médicale des ouvriers ;
 - Déclencher l'investigation judiciaire concernant la criminalité économique et de tous les acteurs qui y ont participé ;
 - Confiscation des biens acquis par abus de lois ;
 - Résiliation de tous les contrats de privatisation ; révision de la privatisation ;
 - Que les usines soient rendues aux ouvriers et mises sous contrôle public, en vue de la protection de l'intérêt public et du redémarrage de la production là où c'est possible
- 4) Egalisation des salaires des représentants du pouvoir avec les salaires des salariés dans le secteur public et privé.
 - 5) Abolition des suppléments de salaire aux représentants du pouvoir, qui se rajoutent à leur revenu fixe sous prétexte de participation aux diverses commissions, conseils d'administration ou autres instances, de même que de tous les bénéfices irréguliers et injustifiés en dehors de ceux dont disposent tous les salariés.
 - 6) Abolition du salaire des ministres et autres fonctionnaires d'Etat après l'expiration ou cession de leur mandat.

Cette Proclamation est adoptée par les ouvriers et les citoyens du canton de Tuzla pour le bien de nous tous.

Le 8 février 2014

QUESTION DU « PLENUM DE CITOYENS »

On sait que la révolte sociale en Bosnie-Herzégovine était l'œuvre avant tout des ouvriers et des jeunes, devenus chômeurs chroniques sans espoir de trouver ou de retrouver du travail : 44% de la population active, plus de 63% pour les jeunes. On sait aussi que la révolte était dirigée contre le pouvoir des partis nationalistes, ethno-mafieux, qui se partagent avec les socio-démocrates libéraux (bons élèves européens) les privilèges exorbitants dans un pays, où la moitié de la population est rayée de l'accès à la sécurité sociale – avant tout de la protection médicale – faute d'emploi ou de paiement des charges sociales par les entreprises, celles-ci étant en faillite ou aux mains des mafieux, qui ne paient rien à personne. On sait aussi que les politiciens au pouvoir, sans distinction de couleur nationale et directement mis en cause, ont répondu par les cordons des CRS. Cela a mis le feu aux poudres et les bâtiments officiels furent saccagés ou incendiés. La grande majorité des manifestants n'approuvait pas ces actes, mais comprenait la fureur des jeunes et exigeait leur libération.

Sans aucune organisation préalable, les manifestants se sont tout aussi spontanément réunis dans des forums publics, démocratiques et ouverts. Les ouvriers et leurs revendications ont pris la place en première ligne, mais les « plénums » du soir ont pris petit à petit un caractère citoyen, à savoir sans classe, sans partis et « sans politique ». La préoccupation principale : former un nouveau gouvernement cantonal, composé de personnalités qualifiées et à moralité irréprochable. Pour les trouver sans se tromper, il faudrait du temps !

Le danger réel est que ceux qui étaient la force motrice du mouvement – les ouvriers – soient les derniers servis et restent les mains vides. A Tuzla, d'après la lettre d'un camarade de Zagreb, les ouvriers tiennent encore la bonne place dans le plenum, mais ailleurs la petite bourgeoisie démocratique citadine a occupé l'espace, et comme elle est par sa nature incapable d'avoir un programme politique d'ensemble, c'est la confusion qui tourne en rond. Deux minutes par intervenant, aucun organisme de direction élu, durable et révocable. Quelques centaines de places pour représenter 130 000 citoyens, sans assemblée dans les entreprises, lieux de travail et de vie, où les masses pourraient s'exprimer, discuter et voter les résolutions ainsi que les délégués. Interdiction de discuter des questions politiques vitales, à savoir la constitution issue de Dayton.

Face à ces faits inquiétants que j'ai relevés sur les sites même des plénums, j'ai posé la question aux camarades « Lijevi » de Tuzla, un groupe de jeunes de gauche. Leur réponse est venue aussitôt.

Radoslav PAVLOVIC

Une lettre du groupe « Lijevi » (Gauche) de Tuzla:

Les deux derniers plénums ont été tenus, à cause du grand intérêt des citoyens, dans le Centre culturel bosniaque, qui est la plus grande salle à Tuzla. Sinon, ils ne restent que les places publiques, le centre sportif Mejdanić et le stade de football, mais il y est techniquement impossible d'organiser le plenum. En compensation nous avons la transmission live streaming sur l'internet, mais aussi nous avons demandé à la télévision cantonale, qui est la propriété publique, d'assurer la transmission directe. Nous avons appelé toutes les autres communes du canton à former les plénums et d'envoyer leurs délégués à ce plenum central de Tuzla. Tout cela devrait avoir un effet positif sur la transparence du travail du plenum, de même que pour la circulation de l'information en son sein.

Au sein du plenum il y a des groupes de travail, qui sont 12 groupes qui correspondent à 12 ministères, puis il y a un groupe pour la collaboration avec des ouvriers, un autre pour les relations avec les médias et un groupe technique. Donc au total quinze groupes ouverts à tous et à chaque moment. Le but des 12 groupes de travail correspondant aux ministères est de mettre en ordre les revendications des citoyens, de les unifier et analyser, ainsi que de proposer sur cette base les solutions, et éventuellement les ministres pour un gouvernement d'experts. Le gouvernement d'experts est l'organe qui sera approuvé ensemble par l'Assemblée du canton de Tuzla et le plenum, et il doit être composé des experts qui ne sont pas compromis, qui n'avaient aucune fonction ni au pouvoir ni dans un parti.

Tuzla est en coordination permanente avec les autres villes, aussi bien au sujet des manifestations que des plénums, bien que cette coordination était jusqu'à maintenant informelle. A ce moment se prépare un groupe pour la collaboration entre les plénums, qui devrait être voté lors de la session suivante.

Certains groupes de citoyens comme ceux d'ouvriers, d'étudiants, de combattants démobilisés etc. n'ont pas de réunions formelles à l'image de plénums, mais il est évident que parmi eux il y a un certain niveau d'organisation et d'articulation des revendications émises lors des plénums.

Au début les thèmes du plenum furent de dominante ouvrière, par exemple le démarrage de la production, la confiscation des biens acquis par l'arnaque de la privatisation, la remise des usines aux ouvriers etc., mais ces derniers temps s'imposent les thèmes de nature bureaucratique-protocolaire, en liaison avec les groupes de travail et les propositions de futurs ministres, puis celles qui concernent l'amnistie de tous les participants aux désordres, tandis qu'une bonne partie du temps est consacrée à la répétition des règles de fonctionnement du plenum, à l'explication de sa légitimité, aux démentis des tentatives de discréditation du plenum qui arrivent de partout etc.

S'il y a encore des questions, nous répondrons volontiers. Salutations de camarades... (19 février)

LUTTE DES CLASSES

est consultable depuis son premier numéro sur notre site

WORKERS INTERNATIONAL.INFO

sous rubrique **Français**